**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
20 JUILLET 2020**

L'an deux mil vingt, le vingt du mois de juillet à vingt heures, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la Présidence de Monsieur Philippe LABORDE, Maire.

Etaient présents : MM Nolwenn ARAUJO, Sandrine BÉGU, Franck BELLOCQ, Sébastien CAZEAU, Alain CRABOS, Philippe LABORDE, Bertrand LAFAYE, Jean-Pierre LAMARQUE, Gilles LASCOSTES, Isabelle MARIE, Aurélien NOUGARO, Caroline SAINT-GERMAIN, Cathy SANDRÈS, Nelly SLOSTOWSKI, Serge FRANCOIS

Etait excusé : /

Procuration : /

Convocation : 16 juin 2020

Secrétaire de séance : Mme Nelly SLOSTOWSKI

COMMISSION PERSONNEL TECHNIQUE

Mr Gilles LASCOSTES expose à l'Assemblée qu'il ne souhaite plus participer à la Commission Personnel Technique. Considérant que la gestion du personnel technique peut être assurée par deux responsables, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide que la Commission Personnel Technique sera composée de deux responsables : Philippe LABORDE et Franck BELLOCQ.

AFFECTATION DU RESULTAT 2019

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le compte administratif 2019 pouvant se résumer ainsi :

☞ Section de fonctionnement	Excédent	144 097.36 €
☞ Section d'investissement	Excédent	5 851.10 €
	Excédent Global	149 948.46 €

Le Conseil Municipal décide de répartir le résultat comme suit :

Compte 001 =	5 851.10 €
Compte 1068 =	73 000.00 €
Compte 002 =	71 097.36 €

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020

A l'unanimité des présents, le Conseil Municipal approuve le Budget Primitif 2020 :

- équilibre en section de fonctionnement	= 522 004.00 €
- équilibre en section d'investissement	= 117 389.00 €

SUBVENTION VOYAGE SCOLAIRE

Monsieur le Maire informe l'assemblée que suite à la COVID-19 les élèves du collège de Pouillon n'ont pas participé au voyage scolaire en Angleterre.

Monsieur le Maire présente la demande de Melle SIBERCHICOT Gaëlle qui participe à un voyage humanitaire à CUBA dans le cadre de ses études.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents, décide d'octroyer à Melle SIBERCHICOT Gaëlle une subvention exceptionnelle de 100 € pour l'aider à financer son projet de voyage humanitaire.

MISE A JOUR PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

Monsieur le Maire rappelle que la commune d'Estibeaux s'est dotée d'un plan communal de sauvegarde, conformément à l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.

L'objectif d'un plan de sauvegarde est, en cas de survenance d'évènements graves, de mettre en œuvre une organisation anticipée sur le territoire d'une commune. Sa mise en œuvre vise à sauvegarder des vies humaines, diminuer les dégâts et protéger l'environnement. Cette organisation va coordonner les moyens et services existants pour optimiser la réaction.

Dans ce contexte, l'association des maires et des présidents de communautés des Landes en partenariat avec le Centre de gestion des Landes nous propose, par l'intermédiaire du service plan communal de sauvegarde du CDG 40, de mettre à jour notre plan communal de sauvegarde (PCS) et notre document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à l'attention des administrés.

Monsieur le Maire donne lecture de la convention d'adhésion au service plan communal de sauvegarde du CDG 40.

Au vu de ce document, la mise à jour complète du Plan de Sauvegarde nous sera facturée forfaitairement 1 300 € mais sera subventionnée à hauteur de 65 % par le FEDER (subvention sous-réserve à ce jour).

La charge communale pour notre collectivité sera donc au maximum de 35% du coût global soit 455 €.

Compte tenu de la nécessité de mettre à jour dans les meilleurs délais notre PCS et DICRIM, et de prendre en compte les évolutions réglementaires, Monsieur le Maire propose d'accepter la signature de cette convention et de prendre en charge les frais inhérents à cet avenant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service PCS avec le Centre de gestion des Landes pour la mise à jour du plan communal de sauvegarde (PCS) et du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) ainsi qu'à intervenir à toutes pièces et formalités s'y rapportant.

RENOUVELLEMENT COMMISSION DE CONTROLE DES LISTES ELECTORALES

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que, depuis la mise en place du Répertoire Electoral Unique, la commission de contrôle est compétente pour statuer sur les recours et elle contrôle la régularité des listes électorales. Après chaque renouvellement intégral du Conseil Municipal, la commission doit être renouvelée.

Pour les communes de moins de 1 000 habitants, cette commission est composée d'un conseiller municipal, d'un délégué du Préfet et d'un délégué du Tribunal de Grande Instance. La désignation se fait pour 3 ans sur la base du volontariat.

Monsieur le Maire fait appel à candidature pour siéger à la commission de contrôle. Mme Isabelle MARIE se propose en tant que titulaire et Mme Caroline SAINT GERMAIN en tant que suppléante. Le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents, désigne Mme Isabelle MARIE membre titulaire, et Mme Caroline SAINT GERMAIN membre suppléante.

CONVENTION GROUPEMENT DE COMMANDES

Face à l'urgence sanitaire instituée pour lutter contre la COVID 19, le conseil départemental des Landes, l'Association des Maires et Présidents des communautés des Landes, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes et la Mutualité française Union territoriale des Landes ont décidé de grouper leurs achats concernant la fourniture de divers matériels, équipements et produits d'hygiène et de protection dans le cadre de la pandémie du COVID 19. De manière urgente, l'adhésion à cette convention constitutive de groupement de commandes est destinée à être proposée à l'ensemble des collectivités locales et, plus généralement, à toutes personnes morales de droit public du département des Landes ainsi qu'à toutes associations à vocation sociale et médico-sociale et, bien entendu, à l'association des Maires et Présidents des communautés des Landes désireuses de rejoindre ledit groupement.

Dans le contexte actuel, le recours à un groupement de commandes est décidé afin de permettre à chacun des adhérents de bénéficier de l'achat groupé de fournitures nécessaires pour lutter et protéger le personnel de la FPT ainsi que le public contre la COVID19, de répondre à l'urgence sanitaire et de bénéficier de conditions commerciales préférentielles et cohérentes à l'échelle du département des Landes.

Dans ce cadre, le service de la commande publique du Conseil départemental sera chargé de la coordination juridique et administrative du groupement et le service des marchés publics du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes sera chargé de la coordination opérationnelle et technique. L'Unité territoriale de la Mutualité française des Landes apportera son expertise notamment sur les préconisations sociales et médico-sociales des fournitures prévues par les marchés publics et accords-cadres à venir ainsi que sur leur bonne utilisation.

Dès lors, il a été décidé de publier des procédures groupées d'achats dans le cadre du code de la commande publique. Pour toutes les procédures d'appel à concurrence passées au cours de la période d'urgence sanitaire, pendant laquelle ont été instituées la mise en œuvre de mesures d'urgence économique et d'adaptation à la lutte contre l'épidémie de COVID 19, lesdites procédures seront passées conformément à l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars

2020 et à l'ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020 ainsi que toutes dispositions légales et réglementaires actuelles et à venir en découlant.

Les dispositions légales et réglementaires précitées, en cas d'abrogation, de suspension ou de modifications ultérieures, ne peuvent remettre en cause les motifs et les dispositifs de la présente délibération et de la convention constitutive de groupement de commandes « COVID 19 » qu'elle crée entre ses membres.

La convention de groupement de commandes doit déterminer notamment, outre les différents partenaires du groupement :

- L'objet et la durée de la convention ;
- L'organisme qui assure le rôle de coordonnateur du groupement ;
- La commission d'appel d'offres compétente pour les marchés publics formalisés ;
- Les missions du coordonnateur ;
- Les rôles dévolus à chacun des membres

C'est pourquoi, Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur l'adhésion de la commune d'Estibeaux au groupement de commandes permanent relatif aux opérations de préparation, de dévolution et d'exécution de marchés publics et accords-cadres intervenant dans le champ de la fourniture de divers matériels, équipements et produits d'hygiène et de protection dans le cadre de la pandémie du COVID 19. Il leur propose également de l'autoriser à signer cette convention ainsi que toutes pièces en découlant et d'en assurer leur exécution pour ce qui concerne le CDG40 et qui en découleront ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée que le choix du ou des titulaire(s) soit effectué par la Commission d'appel d'offres du Conseil départemental des Landes.

De plus, la commune d'Estibeaux sera informée des résultats des mises en concurrence effectuées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents, décide :

- D'adhérer au groupement de commandes permanent relatif aux opérations de préparation, de dévolution et d'exécution de marchés publics et accords-cadres intervenant dans le champ de la fourniture de divers matériels, équipements et produits d'hygiène et de protection dans le cadre de la pandémie du COVID 19 ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes créée à cet effet, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à intervenir à la signature de la convention et de toutes pièces en découlant ;
- D'autoriser le Conseil départemental des Landes, coordonnateur, à prendre toutes mesures, au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes, en vue de procéder à la définition des besoins des marchés publics et accords-cadres, d'établir les dossiers de consultation des entreprises et autres pièces contractuelles, de définir et réaliser les procédures de passation de marchés publics et accords-cadres, notamment de négocier avec les candidats et répondre à leurs questions éventuelles, et de procéder aux analyses des candidatures et des offres ;
- D'autoriser la Commission d'appel d'offres du Conseil départemental des Landes à choisir le ou les titulaire(s) du marché pour les procédures formalisées ;
- D'autoriser le coordonnateur à procéder aux opérations de dévolution des marchés publics et accords-cadres et notamment de notifier les rejets des offres et éventuellement de répondre aux questions des candidats rejetés ;

- D'autoriser le coordonnateur à notifier les attributions des marchés publics et accords-cadres et de signer les dits marchés publics et accords-cadres ainsi que tout acte s'y attachant ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés publics et accords-cadres ou marchés subséquents dont le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes est partie prenante ;
- De s'engager à régler les sommes dues au titre des fournitures que la commune d'Estibeaux décidera d'acquérir pour ses besoins propres et à les inscrire préalablement au budget.

CREATION DE POSTE

Pour tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi de rédacteur principal 2^{ème} classe pour assurer les missions de secrétariat de mairie.

Après avoir entendu Monsieur le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents :

- DECIDE la création, à compter du 01er septembre 2020, d'un emploi permanent à temps complet de rédacteur principal 2^{ème} classe.
- PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

QUESTIONS DIVERSES

Régularisation chemin Mme Lucie BEDOUT

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Mme Lucie BEDOUT par lequel elle demande le paiement des frais de bornage en compensation de l'emprise de la route du Château d'eau sur sa parcelle. Le Conseil Municipal propose, comme à chaque fois que le cas s'est présenté, d'acquérir de manière amiable, moyennant le prix d'un euro symbolique, la parcelle concernée par l'emprise de voirie et précise que les frais d'acquisition seront supportés par la Commune d'Estibeaux. Un courrier en ce sens sera adressé à la requérante.

Courrier LABAIGT Josette

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Mme LABAIGT Josette a donné son accord écrit pour la réhabilitation d'une ancienne traversée de route sur le chemin de Montpellier. L'accord de Mme LABAIGT sera communiqué à la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans pour la réalisation des travaux.

Enquête publique SAS BIOBEARN à MOURENX

Monsieur le Maire présente l'enquête publique ouverte sur la demande présentée par la SAS BIOBEARN qui souhaite créer une installation de méthanisation sur le territoire de la Commune de MOURENX. La Commune d'Estibeaux serait concernée par des épandages par deux exploitants agricoles d'Estibeaux. Une vigilance est apportée sur 3 parcelles situées près d'habitations, en zone inondable et dans le périmètre de captage des eaux.

Devis porte chaufferie

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a accepté le devis de l'entreprise DUFAU Vincent d'un montant de 2 157.60 € TTC pour le remplacement de la porte de la chaufferie afin de ne pas retarder les travaux de réfection du mur de la salle des sports.

Projet d'achat d'un camion plateau

Monsieur le Maire présente un devis de location pour un camion plateau : 525 € HT / mois (entretien inclus sauf casse et assurance).

Il informe que la commune s'est positionnée pour l'achat d'un véhicule de réforme auprès du Conseil Départemental. Le prix de revente pourrait être compris entre 3 000 et 5 000 €.

Réunion commission voirie

Un état des lieux des travaux à réaliser suite aux intempéries a été fait par la commission voirie. Des travaux de pelle sont à prévoir, des enrochements au Lac de Tastoia ainsi que le débouchage de la traversée de route sur la route de Bourdeou.

Eglise

L'entreprise BSG Charpente a été contactée pour remettre en place quelques les tuiles sur le toit de l'Eglise.

Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans

Le nouveau bureau de la Communauté de Communes est composé comme suit :

- Jean-Marc Lescoute : Président,
- Serge Lasserre : 1^{er} Vice-président en charge de l'action sociale,
- Didier Sakellarrides : 2^{ème} Vice-président en charge du SCOT, du PCAET et de la Gemapi,
- Bernard Magescas : 3^{ème} Vice-président en charge de l'urbanisme,
- Valérie Bréthous : 4^{ème} Vice-présidente en charge du patrimoine, de la culture et du tourisme,
- Roger Larrodé : 5^{ème} Vice-président en charge de la voirie, des bâtiments et de la piscine,
- Gisèle Mamoser : 6^{ème} Vice-présidente en charge de la petite enfance, enfance et jeunesse.

Lac de Tastoia

Des usagers demandent la réouverture des WC du Lac de Tastoia. Les protocoles actuellement en vigueur demandent un nettoyage régulier tout au long de la journée. La commune n'est pas en mesure de satisfaire ce point. Les WC resteront donc fermés jusqu'à nouvel ordre.

Salle des sports

L'Association Basket Arrigans a demandé l'autorisation de pouvoir réutiliser la salle des sports. Monsieur le Maire a accepté à condition que les protocoles de la FFBB soient respectés. Les vestiaires, quant à eux, restent fermés.

SIETOM - Tri sélectif

Il faut proposer deux nouveaux sites d'implantation pour les 2 points tris supplémentaires auxquels la commune pourrait prétendre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 22h55.

NOMS	SIGNATURE
ARAUJO Nolwenn	
BÉGU Sandrine	
BELLOCQ Franck	
CAZEAU Sébastien	
CRABOS Alain	
FRANCOIS Serge	
LABORDE Philippe	
LAFAYE Bertrand	
LAMARQUE Jean-Pierre	
LASCOSTES Gilles	
MARIE Isabelle	
NOUGARO Aurélien	
SAINT GERMAIN Caroline	
SANDRÈS Cathy	
SLOSTOWSKI Nelly	